

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL



CNT

33 RUE DES VIGNOLES
75020 PARIS
contact@cnt-f.org
www.cnt-f.org

Des salaires, pas la charité !

Une mécanique infernale d'attrition...

Les suppressions ou diminutions de cotisations sociales, au nom de la compétitivité du pays, définancent la Sécurité Sociale et conduisent à l'assèchement des mécanismes de solidarité nationale.

En conséquence les gouvernements successifs doivent baisser le nombre de bénéficiaires des revenus de remplacement et les dépenses de tout type. Les réformes successives de l'assurance-chômage, des retraites, et les lois programmes et budgétaires de la Sécurité Sociale répondent à cet objectif comptable.

Diminution des allocations-chômage, durcissement des conditions d'accès au chômage, allongement de la durée de cotisation, déremboursement des soins, instauration d'un forfait hospitalisation, destruction du service public hospitalier, écoles en ruine et classes sans profs...

... au profit des revenus du capital

La part des revenus du travail dans le PIB diminue sans cesse depuis 40 ans, passant grosso modo de 60 à 40% dans un pays pourtant toujours de plus en plus riche. L'équivalent des cotisations sociales supprimées est aspiré vers les bénéfices des entreprises et les poches des actionnaires. La richesse créée par la production bénéficie à un nombre de plus en plus restreint de structures financières et d'individus multi-milliardaires et les services publics sont saccagés.

Quand les cotisations sociales baissent,

c'est le salaire réel qui baisse

Quand le salaire réel baisse,

la protection des travailleurs diminue et

les profits des entreprises augmentent !

Adieu les cotisations, bonjour les chèques !

Le « Quoi qu'il en coûte » de la période Covid montre clairement le changement de paradigme.

Jacassant sur la « valeur travail » tout en diminuant la **valeur du travail**, les libéraux nous ramènent à un système caritatif semblable à celui où, à la sortie de la messe, des bourgeoises tricotaient des bonnets et des écharpes pour leurs pauvres.

Sauf que ces dames payaient au moins la laine, tandis que les chèques-énergie, chèques covoiturage, chèques de rénovation thermique, chèques cantine, chèque d'inactivité, chèques carburant, chèque de ceci ou de cela ne sont financés que par une dette de plus en plus lourde dont les intérêts engraisent le système bancaire et appellent à de nouvelles « économies ». Et comme ces chèques, au bon vouloir du gouvernement, sont conditionnés à des démarches en ligne individuelles et obscures où un chat ne retrouverait pas ses jeunes, de nombreuses personnes y renoncent ou passent à côté.

Il ne s'agit plus de voler la plus-value du travail en laissant aux travailleurs et travailleuses de quoi vivre, voire d'accéder à des loisirs payants, mais de nous lancer de petites bouées crevées pour que nous tentions de garder les narines hors de l'eau. Ballottés par les vagues, nous sommes alors prêts à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix, peut-être dans l'illusion de reprendre notre destin en main. Enchaînés sur la grève ou flottant misérablement en attente de la prochaine bouée, voilà le choix.

*La politique du chèque,
c'est la politique de la petite pièce,
la bonne conscience de la dame patronnesse !*

Face à cette urgence, sans perdre de vue la nécessité d'abolir l'Etat, de socialiser les outils de production et de démonétiser les échanges,

**la Confédération nationale du Travail
dénonce le caractère discrétionnaire et avilissant
des chèques
exige des salaires permettant de vivre dignement
et des cotisations sociales qui garantissent de ne
laisser personne sans ressources**

